

No. 17592

**DENMARK
and
GAMBIA**

**Agreement on a Danish Government loan to the Gambia
(with annexes and exchange of letters). Signed at
Banjul on 31 March 1978**

Authentic text: English.

Registered by Denmark on 2 March 1979.

**DANEMARK
et
GAMBIE**

**Accord relatif à un prêt du Gouvernement du Danemark
à la Gambie (avec annexes et échange de lettres). Signé
à Banjul le 31 mars 1978**

Texte authentique : anglais.

Enregistré par le Danemark le 2 mars 1979.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK ET LE
GOUVERNEMENT DE LA GAMBIE RELATIF À UN PRÊT
DU GOUVERNEMENT DU DANEMARK À LA GAMBIE

Le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement de la Gambie, désireux de renforcer la coopération traditionnelle et les relations cordiales entre leurs deux pays, sont convenus qu'à titre de contribution au développement économique de la Gambie un prêt du Gouvernement du Danemark sera consenti à la Gambie conformément aux dispositions ci-après du présent Accord et de ses annexes, lesquelles sont considérées comme en faisant partie intégrante.

Article premier. LE PRÊT

Le Gouvernement du Danemark (ci-après dénommé le « Prêteur ») consentira au Gouvernement de la Gambie (ci-après dénommée l'« Emprunteur ») un prêt d'un montant de 20 (vingt) millions de couronnes danoises en vue de la réalisation des objectifs visés à l'article VI du présent Accord.

Article II. COMPTE DU PRÊT

Paragraphe 1. A la demande de l'Emprunteur, un compte intitulé « Compte du Prêt au Gouvernement de la Gambie » (ci-après dénommé le « Compte du Prêt ») sera ouvert à la Danmarks Nationalbank (agissant en qualité d'agent du Prêteur) en faveur de la Central Bank of the Gambia (agissant en qualité d'agent de l'Emprunteur). Le Prêteur veillera à ce que le Compte du Prêt soit toujours provisionné en fonds suffisants pour permettre à l'Emprunteur de procéder ponctuellement au paiement des achats de biens d'équipement et de services effectués dans les limites du montant du Prêt.

Paragraphe 2. Sous réserve des dispositions du présent Accord, l'Emprunteur (ou la Central Bank of the Gambia) sera autorisé(e) à retirer du Compte du Prêt les sommes nécessaires au paiement des biens d'équipement ou des services achetés dans le cadre du Prêt.

Article III. TAUX D'INTÉRÊT

Le Prêt ne portera pas intérêt.

Article IV. REMBOURSEMENT

Paragraphe 1. L'Emprunteur remboursera le Prêt en 50 versements semestriels de 400 000 couronnes danoises chacun, à partir du 1^{er} avril 1988 et jusqu'au 1^{er} octobre 2012.

Paragraphe 2. Si le Prêt n'est pas intégralement utilisé, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article VI, un calendrier de remboursement révisé sera arrêté d'un commun accord.

¹ Entré en vigueur le 31 mars 1978 par la signature, conformément à l'article X, paragraphe 1.

Article V. LIEU DE PAIEMENT

Le Prêt sera remboursé par l'Emprunteur à la Danmarks Nationalbank en couronnes danoises, au crédit du compte courant du Ministère des finances auprès de la Danmarks Nationalbank.

Article VI. UTILISATION DU PRÊT

Paragraphe 1. L'Emprunteur utilisera le Prêt pour financer l'importation (y compris le transport) du Danemark en Gambie de biens d'équipement danois destinés à être utilisés pour les projets mentionnés à l'annexe II.

Paragraphe 2. Le Prêt pourra également être utilisé pour payer les services danois requis pour l'exécution des projets mentionnés à l'annexe II, notamment pour les études de préinvestissement, la préparation de projets et les services de consultants pendant la réalisation des projets, le montage ou la construction d'installations ou de bâtiments et l'assistance technique et administrative requise lors de la mise en route des entreprises créées à l'aide du Prêt.

Paragraphe 3. Tous les contrats qui doivent être financés dans le cadre du Prêt devront être soumis à l'approbation de l'Emprunteur et du Prêteur.

Paragraphe 4. Le fait que le Prêteur approuve un contrat aux fins de financement dans le cadre du Prêt ne sera pas interprété comme entraînant une responsabilité quelconque en ce qui concerne la bonne exécution dudit contrat.

Le Prêteur décline également toute responsabilité en ce qui concerne la bonne utilisation des biens et services financés dans le cadre du Prêt ainsi qu'en ce qui concerne la bonne exécution des projets, etc., pour lesquels les biens et services auront été fournis.

Paragraphe 5. Les contrats passés dans le cadre du Prêt ne contiendront aucune clause prévoyant l'octroi de facilités de crédit particulières par la Partie danoise auxdits contrats.

Paragraphe 6. Les fonds provenant du Prêt ne pourront être utilisés que pour payer des biens d'équipement et des services fournis en vertu de contrats conclus après l'entrée en vigueur de l'Accord, à moins que l'Emprunteur et le Prêteur n'en conviennent autrement.

Paragraphe 7. Les fonds provenant du Prêt ne pourront en aucun cas être utilisés pour payer à l'Emprunteur un droit à l'importation, un impôt, une taxe nationale ou autre telle qu'une surtaxe à l'importation, un droit destiné à compenser un impôt indirect intérieur, ou des frais ou dépôts liés à la délivrance d'autorisations de paiement ou de licences d'importation.

Paragraphe 8. L'Emprunteur pourra effectuer des tirages sur le Compte du Prêt pour exécuter des contrats approuvés par les Parties pendant une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord ou à compter de toute autre date dont le Prêteur et l'Emprunteur pourront convenir.

Article VII. NON-DISCRIMINATION

Paragraphe 1. Pour le remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à accorder au Prêteur un traitement non moins favorable qu'à ses autres créanciers étrangers.

Paragraphe 2. Le transport des biens d'équipement visés par le présent Accord s'effectuera conformément au principe de la libre participation des navires au commerce international dans des conditions de concurrence libre et loyale.

Article VIII. DISPOSITIONS DIVERSES

Paragraphe 1. Avant d'effectuer le premier tirage sur le Compte du Prêt mentionné à l'article II, l'Emprunteur fournira au Prêteur la preuve que toutes les conditions d'ordre constitutionnel ou autres conditions réglementaires en vigueur dans le pays de l'Emprunteur ont été remplies de sorte que le présent Accord de prêt constitue pour l'Emprunteur une obligation définitive.

Paragraphe 2. L'Emprunteur fera connaître au Prêteur le nom des personnes habilitées à agir en son nom, et il lui remettra des spécimens certifiés de la signature de chacune de ces personnes.

Paragraphe 3. En cas de lancement d'un appel d'offres pour les contrats à financer en vertu du Prêt, l'Emprunteur devra adresser au Prêteur le dossier complet de l'appel d'offres en vue de la remise de cette documentation aux soumissionnaires éventuels.

Paragraphe 4. Toute notification, demande ou convention entrant dans le cadre du présent Accord se fera par écrit.

Article IX. ENGAGEMENTS PARTICULIERS

Le remboursement du Prêt sera franc et net de taxes ou d'impôts quels qu'ils soient et ne sera soumis à aucune restriction imposée en vertu de la législation de l'Emprunteur. Le présent Accord sera franc de tout impôt présent ou futur levé en vertu de la législation présente ou future de l'Emprunteur pour ce qui est de l'émission, de l'établissement, de l'enregistrement et de l'entrée en vigueur du présent Accord, ou de toute autre manière.

Article X. DURÉE DE L'ACCORD

Paragraphe 1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Paragraphe 2. Le présent Accord prendra fin lorsque le Prêt aura été entièrement remboursé.

Article XI. ADRESSES SPÉCIFIÉES

Les adresses ci-après sont spécifiées aux fins du présent Accord :

Pour l'Emprunteur :

Le Secrétaire permanent
Ministère des finances et du commerce
Le Quadrangle
Banjul

Adresse télégraphique :
MINFIN BANJUL

Pour le Prêteur, en ce qui concerne les décaissements :

Ministère des affaires étrangères
Agence danoise pour le développement international
Copenhague

Adresse télégraphique :

ÉTRANGÈRES COPENHAGEN

Pour le Prêteur, en ce qui concerne l'envoi des dossiers d'appel d'offres :

Ministère des affaires étrangères
Division des relations commerciales
Copenhague

Adresse télégraphique :

ÉTRANGÈRES COPENHAGEN

Pour le Prêteur, en ce qui concerne le service du Prêt :

Ministère des finances
Copenhague

Adresse télégraphique :

FINANS COPENHAGEN.

EN FOI DE QUOI les Parties, agissant par leurs représentants, à ce dûment autorisés, ont fait signer le présent Accord en deux exemplaires en langue anglaise, à Banjul, le 31 mars 1978.

Pour le Gouvernement du Danemark :

S. SANDAGER JEPPESEN

Pour le Gouvernement de la Gambie :

ASSAN MUSA CAMARA

ANNEXE I

Les droits et obligations découlant de l'Accord entre le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement de la Gambie relatif à un prêt du Gouvernement du Danemark à la Gambie (ci-après dénommé l'« Accord ») sont régis par les dispositions suivantes, qui sont considérées comme faisant partie intégrante dudit Accord et ont la même force et les mêmes effets que si elles y étaient expressément énoncées.

Article premier. ANNULATION ET SUSPENSION

Paragraphe 1. L'Emprunteur pourra, par voie de notification au Prêteur, annuler toute partie du Prêt qu'il n'aura pas tirée.

Paragraphe 2. Dans le cas d'un manquement de la part de l'Emprunteur dans l'exécution de tout engagement ou arrangement découlant de l'Accord, le Prêteur pourra suspendre en totalité ou en partie le droit de l'Emprunteur d'effectuer des tirages sur le Compte du Prêt.

Si le manquement en raison duquel le Prêteur a suspendu le droit de l'Emprunteur d'effectuer des tirages sur le Compte du Prêt se prolonge au-delà d'une période de 60 jours après que le Prêteur aura notifié cette suspension à l'Emprunteur, le Prêteur pourra, à tout moment, réclamer le remboursement immédiat de toutes les sommes prélevées sur le Compte du Prêt, nonobstant toute disposition contraire de l'Accord, à moins que le motif de la suspension n'ait cessé d'exister.

Paragraphe 3. Nonobstant toute annulation ou suspension, toutes les dispositions de l'Accord resteront en vigueur et continueront d'avoir leurs pleins effets, sauf pour ce qui est expressément prévu dans le présent article.

Article II. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Paragraphe 1. Tout différend surgissant entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord qui n'aura pas été réglé dans un délai de six mois par la voie diplomatique sera, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, porté devant un tribunal d'arbitrage de trois membres. Le président du tribunal sera un ressortissant d'un pays tiers et sera désigné d'un commun accord par les Parties. Si les Parties ne parviennent pas à s'accorder au sujet de la désignation du président du tribunal, l'une ou l'autre des Parties pourra demander au Président de la Cour internationale de Justice de procéder à la désignation. Chaque Partie désigne son propre arbitre; si une Partie s'abstient de le faire, cet arbitre pourra être désigné par le président du tribunal.

Paragraphe 2. Chacune des Parties s'engage à respecter et à exécuter les décisions prises par le tribunal.

ANNEXE II

i) Le Prêt sera utilisé pour l'exécution des projets suivants :

- a) Acquisition de chalutiers navires-écoles (environ 10 millions de couronnes danoises);
- b) Acquisition d'un ferry-boat pour assurer le service Banjul-Barra (environ 5 millions de couronnes danoises);
- c) Equipement pour le Centre de développement communautaire de Mansakonko (environ 0,2 million de couronnes danoises);
- d) Equipement de service au sol pour l'aéroport de Yundum (environ 0,8 million de couronnes danoises);
- e) Matériel d'entretien des routes (environ 1 million de couronnes danoises);
- f) Acquisition d'équipements pour la production de briquettes à partir des coques d'arachide (environ 3 millions de couronnes danoises, sous réserve qu'une étude soit exécutée pour évaluer la viabilité du projet).

ii) Toute proposition du Gouvernement gambien entraînant des changements importants dans les plans définis pour l'exécution des projets décrits ci-dessus, ainsi que toute proposition du Gouvernement gambien tendant à substituer de nouveaux projets à l'un quelconque des projets mentionnés ci-dessus devront être soumises à l'approbation du Gouvernement du Danemark.

ÉCHANGE DE LETTRES

I

Banjul, le 31 mars 1978

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'Accord conclu ce jour entre le Gouvernement du Danemark et le Gouvernement de la Gambie, j'ai l'honneur de proposer que l'application de l'article VI de l'Accord soit régie par les dispositions ci-après :

Les prélèvements sur le Compte du Prêt seront effectués de la manière suivante :

1) L'exportateur ou consultant danois et l'importateur ou investisseur éventuel gambien négocieront un contrat, sous réserve de l'approbation finale des autorités gambiennes et danoises. Aucun contrat d'un montant inférieur à 100 000 couronnes danoises ne pourra être financé dans le cadre de l'Accord, sauf s'il s'agit d'utiliser un solde final inférieur à ce montant.

2) Le Gouvernement de la Gambie adressera copie des contrats conclus dans le cadre de l'Accord au Ministère danois des affaires étrangères, qui s'assurera notamment que :

- a) Les biens ou services commandés entrent dans le cadre de l'Accord,
- b) Les biens d'équipement dont il est question ont été fabriqués au Danemark ou les services prévus seront rendus par des personnes exerçant leur activité professionnelle au Danemark,

et informera le Gouvernement de la Gambie du résultat de ses vérifications.

3) Lorsque les contrats auront été approuvés, le Gouvernement de la Gambie pourra effectuer des tirages sur le Compte du Prêt afin de payer les biens ou services mentionnés dans le contrat. Les sommes prélevées sur ce compte ne seront versées aux exportateurs ou aux consultants danois que sur présentation des documents nécessaires, après que la Danmarks Nationalbank se sera assurée que les conditions requises pour effectuer ces paiements ont été remplies par ailleurs.

Si les dispositions qui précèdent rencontrent l'agrément du Gouvernement de la Gambie, je propose que la présente lettre et votre réponse confirmative constituent un accord en la matière entre nos deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

L'Ambassadeur du Danemark,

S. SANDAGER JEPPESEN

Son Excellence Monsieur Assan Musa Camara
Ministre des finances et du commerce
Banjul

II

Banjul, le 31 mars 1978

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, qui se lit comme suit :

[Voir lettre I]

Je tiens à vous informer que les propositions qui précèdent ont l'agrément de mon gouvernement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Gouvernement de la Gambie :

ASSAN MUSA CAMARA

Son Excellence Monsieur S. Sandager Jeppesen
Ambassadeur du Royaume
du Danemark
